

COLLOQUE CASIMIR CHEVALIER
(TOURS, 28 MAI 2011)

**MGR CASIMIR CHEVALIER,
CLERC NATIONAL DE FRANCE À ROME
D'APRÈS DES DOCUMENTS INÉDITS**

Michel LAURENCIN*

RÉSUMÉ

Clerc national de France à Rome de 1878 à 1886, Mgr Casimir Chevalier a consigné ses souvenirs dans un texte manuscrit jusqu'alors inédit, *Mes Souvenirs de Rome*, déposé aux Archives diocésaines de Tours. Il y relate ses entretiens avec de hauts dignitaires de l'Église, des diplomates, des artistes et des archéologues et porte des jugements sans complaisance sur ses contemporains. Sa plume est parfois très acerbe. Son regard toujours averti sur les événements traduit la liberté de son esprit. L'homme s'y révèle sous toutes ses facettes : avide d'honneurs, Mgr Chevalier est conscient de ses qualités intellectuelles.

RESUMEN

« Clerigo nacional de Francia » en Roma desde 1878 hasta 1886, monseñor Casimir Chevalier ha relatado sus recuerdos en un texto manuscrito inédito hasta ahora : *Mes souvenirs de Rome* conservado en los archivos diocesanos de Tours. En ello relata sus pláticas con grandes dignitarios de la Iglesia, diplomáticos, artistas y arqueólogos. Se desahoga sin complacencia con sus contemporáneos. A veces juzgamundos, pero mente libre, sigue siendo avisado de los acontecimientos. Se descubre con todas sus facetas, avido de honores, un personaje que queda bien consciente de sus calidades intelectuales.

* Archiviste de l'Académie de Touraine.

Dans sa lettre du 27 novembre 1878 à son ami l'abbé Paul-Athanase Verger¹, l'abbé Casimir Chevalier annonce son prochain départ de Touraine : « *Je suis envoyé à Rome par le ministre des Affaires étrangères² en qualité de clerc national, c'est-à-dire de secrétaire du Sacré-Collège et du consistoire pour la France, aux appointements de 5 000 francs... C'est à l'archéologie que je dois cette bonne fortune et vous n'y êtes pas étranger. M. Waddington³ me connaît depuis longtemps ; il a suivi avec intérêt tous les travaux que j'ai présentés à l'Institut... Ma nomination, agréée par le pape, a été transmise à la Congrégation consistoriale par le cardinal Secrétaire d'État, et je serai institué ou préconisé au prochain consistoire* ». Le 2 mars 1879, depuis Rome, dans une nouvelle missive, il ne dissimule pas son plaisir d'avoir été reçu avec tous les honneurs : « *Au même consistoire de vendredi [28 février 1879], j'ai été institué après le vote au scrutin secret et installé en qualité de clerc national du Sacré-Collège et de secrétaire consistorial pour la France (ce sont mes titres officiels). J'ai ensuite été présenté au corps des cardinaux et je leur ai adressé mon compliment. Le lendemain, j'ai commencé mes visites de cérémonie à travers les cardinaux ; mais quelle corvée au point de vue matériel ! J'ai été reçu en audience par le Saint-Père, après avoir fait une visite au cardinal Nina, Secrétaire d'État, le surlendemain de mon arrivée. J'ai offert au pape la Vie de Saint Louis par M. Wallon, magnifiquement reliée par M. Mame, et Léon XIII, après avoir loué et admiré, a donné sa bénédiction à l'éditeur et à l'auteur* ».

C'est à partir de 1150, lors de la formation du Sacré Collège des cardinaux, que la charge de clerc national est instituée. Cinq clercs nationaux sont alors attachés à l'institution pour les nations italienne, française, espagnole, allemande et anglaise. Depuis le schisme de Henri VIII, la nomination de ce dernier est alors suspendue. Placés auprès de leurs ambassades respectives, ils assistent aux consistoires où sont créés les cardinaux et préconisés les évêques ; s'y ajoutent les fonctions de postulateurs du pallium des archevêques récemment institués. Dans le cadre du Concordat conclu entre le

1. L'abbé Paul Athanase Verger (1841-1914), desservant d'Auzouer en 1870, devient curé de Vouvray en 1886 puis curé de Saint-Julien-Saint-François en 1891.

2. La nomination de l'abbé Casimir Chevalier est datée du 21 novembre 1878.

3. William Henry Waddington (1826-1894), protestant d'origine anglaise, naturalisé Français, devient ministre des Affaires étrangères du 13 décembre 1877 au 3 février 1879, puis président du Conseil du 4 février 1879 au 28 décembre 1879.

Lucas D^t

Baptême
de
Casimir
Chevalier

Le neuf mars mil huit cent vingt cinq a été
baptisé Casimir né le sept du present du
legitime mariage de Barthelémy Chevalier
marchand de bois et de Marie Grosson le
parrain a été Jacques Chevalier la marraine
Françoise Grosson femme Ferrand eccl^e et tante
de l'enfant lequel ont déclaré ne savoir
signer.

Lucas D^t

Photo 1 : acte de baptême de Casimir Chevalier à Saché le 7 mai 1925
(Archives diocésaines de Tours).

114

Je suis allé rendre compte de l'ambassadeur
de l'abbé comte de l'ambassadeur
en ville... que le cardinalucci, aujourdhui prof, a occupé
pendant plusieurs été, mais il ne peut pas
pour le 1^{er} juillet, quand les chambres françaises
seront en vacances. Dans la situation actuelle
me dit-il, il est d'avis tout naturellement
interrogé, quelle légation qui il dit, pour
ne pas obtenir l'attention publique sur l'am-
bassade de France par de St. Roger. Dans la
même pensée, il ne prendra pas de vacances
officielles cette année, il s'installera à Rome
pour deux ou trois mois, venant à Rome
chaque semaine et il se ira à Paris qu'en
mois d'octobre pendant une quinzaine de jours
pour voir Mr. Waddington. Quelques instants
après, l'ambassadeur n'a eu aucun es dépêches
par le même motif; le travail leur paraît
sans fin et cela pour qu'il ne peut pas
les présenter positivement.

115

Je suis allé rendre compte de l'ambassadeur
de l'abbé comte de l'ambassadeur
en ville... que le cardinalucci, aujourdhui prof, a occupé
pendant plusieurs été, mais il ne peut pas
pour le 1^{er} juillet, quand les chambres françaises
seront en vacances. Dans la situation actuelle
me dit-il, il est d'avis tout naturellement
interrogé, quelle légation qui il dit, pour
ne pas obtenir l'attention publique sur l'am-
bassade de France par de St. Roger. Dans la
même pensée, il ne prendra pas de vacances
officielles cette année, il s'installera à Rome
pour deux ou trois mois, venant à Rome
chaque semaine et il se ira à Paris qu'en
mois d'octobre pendant une quinzaine de jours
pour voir Mr. Waddington. Quelques instants
après, l'ambassadeur n'a eu aucun es dépêches
par le même motif; le travail leur paraît
sans fin et cela pour qu'il ne peut pas
les présenter positivement.

Photo 2 : un extrait du manuscrit de Mes Souvenirs de Rome
(Archives diocésaines de Tours).

Saint-Siège et la France, la charge qui échoit à Casimir Chevalier, successeur de Mgr de Rayneval est autant religieuse que politique. En relation directe avec l'ambassadeur de la République française près le Saint-Siège, il est au centre du jeu diplomatique, informé des projets politiques et des nominations épiscopales. Par ses contacts répétés avec le pape Léon XIII, le secrétaire d'État, les cardinaux et la Cour pontificale, il est le destinataire privilégié d'informations, de confidences, voire de secrets. Il se renseigne et renseigne, il s'informe et informe, il suggère et influence : autant de charges qui siéent fort bien au caractère, au tempérament et aussi à l'ambition de l'abbé Casimir Chevalier.

Les archives historiques du diocèse de Tours conservent neuf cahiers manuscrits inédits de Mgr Chevalier, rédigés entre le 10 février 1879 et le 3 décembre 1893 (il décède le 25 décembre 1893), auxquels il convient de joindre un cahier intitulé *La Cour de Rome, extraits de La Rassegna*⁴ ; au total près de 2000 pages détaillant jour après jour ses fonctions, consignait ses entretiens, ses rencontres et ses jugements. À cette documentation s'ajoutent les très nombreuses correspondances échangées avec ses amis et confidents, les abbés Paul Athanase Verger et Martin François Archambault⁵, l'archevêque Mgr Guillaume Meignan et l'architecte Victor Laloux au sujet de la reconstruction de la basilique Saint-Martin, dont certaines n'avaient pas encore été étudiées. Parmi tous les thèmes qu'elle aborde, cette importante documentation permet de brosser un portrait du personnage, d'analyser son regard et ses jugements sur le monde diplomatique, ainsi que sur les débats animant les

4. Dans un de ses *Souvenirs de Rome*, Mgr Casimir Chevalier présente ainsi ce journal romain : « Depuis le mois de mars 1882, la *Rassegna*, journal politique quotidien de Rome publiée, sous le titre général de *Lettres Vaticanes* et sous la signature *Simmanca*, une série d'articles fort remarquables sur la Cour pontificale. C'est évidemment l'œuvre d'un esprit distingué, ouvert, libéral, progressiste ; mais mécontent de sa situation, un peu amer et pas toujours impartial dans ses jugements sur les hommes. Il doit appartenir à la prélature et il connaît trop les personnages et les choses de la Curie pour ne pas avoir ses attaches au Vatican. Mille détails le démontrent d'une manière surabondante. Malgré les défauts de ces Lettres, j'y ai trouvé tant de renseignements curieux et inédits, tant de jugements intéressants que j'ai cru devoir en faire un rapide résumé à partir du second article (le premier m'a échappé). Quant à l'auteur, on ignore absolument qui il peut être ». Ce journal recommandait alors, contre l'avis de la papauté depuis la prise de Rome en 1870, la participation des catholiques aux élections dans le royaume d'Italie.

5. L'abbé Martin François Archambault (1828-1896), condisciple de l'abbé Chevalier au séminaire, est nommé curé d'Azay-le-Rideau en 1878, curé de Notre-Dame-la-Riche en 1883, curé de la cathédrale en 1889 et vicaire général en 1893.

relations déjà conflictuelles entre la République et le Saint-Siège, à quelques années de la séparation des Églises et de l'État.

LE PERSONNAGE

L'homme ne manque certes pas de réelles qualités intellectuelles et ses nombreuses études dans des domaines aussi divers que l'histoire, l'archéologie, l'architecture, la géologie, la climatologie, les sciences physiques en font assurément un polymathe averti, ou, si l'on préfère, un « homme d'esprit universel ». Lui-même en est conscient au point d'en tirer gloire et, dans une démarche proche d'un orgueil à peine dissimulé, de se complaire à en marteler les preuves. La modestie n'est guère la première marque de son caractère.

Il consigne avec fierté dans ses *Souvenirs de Rome*, le 28 avril 1879, le compliment que lui adresse Mgr Cretoni, substitut, lors de sa visite au cardinal Nina, Secrétaire d'État, selon qui « *le corps des camériers pouvait aussi s'honorer de compter dans ses rangs un écrivain aussi distingué.* » Il ajoute : « *Mgr Ricci [majordome] m'a parlé dans le même sens, en me disant que peu de camériers pouvaient présenter un ensemble aussi important de titres à la bienveillante attention du Saint-Père.* »

À peine installé dans ses fonctions de clerc national, il s'empresse de faire remettre au pape Léon XIII l'ensemble de ses travaux archéologiques ; c'est pour susciter et même provoquer félicitations et admiration. Avec un plaisir à peine retenu, il note, en date du 29 avril 1879⁶ : « *Je reçois les félicitations de tout le monde et j'apprends aussi que le Saint-Père a été particulièrement touché de l'ensemble de mes travaux historiques et archéologiques. Cela a été une excellente note pour moi, et m'a valu la distinction de camérier.* » Il récidive le 24 novembre de la même année : « *J'ai obtenu aujourd'hui une audience particulière du Saint-Père pour humilier à ses pieds, selon l'expression italienne, la collation de mes principaux ouvrages. Ces seize volumes, magnifiquement reliés en chagrin rouge par MM. Mame de Tours, produisaient un grand effet et faisaient l'admiration des prélats de l'antichambre. Le Saint-Père a été frappé de l'ampleur de l'œuvre, a admiré la reliure et m'a demandé quel était l'objet de mes travaux. Ensuite il m'a*

6. Sauf mention particulière, les citations sont issues des *Souvenirs de Rome*.

remercié et béni. » Le 9 novembre 1882, l'abbé Chevalier relate son audience avec le pape : « *Et vous aussi, a continué Léon XIII, vous travaillez toujours beaucoup. Vous faites bien et je vous y encourage. Je vois par ces paroles que le cardinal Jacobini, à qui l'ambassade a donné mon Inventaire littéraire, a mis cet opuscule sous les yeux de Sa Sainteté. Du reste, cet opuscule est parfaitement accueilli partout où je l'ai offert et il m'en revient des compliments de tous côtés.* » Même sentiment lors de sa visite au nonce en France, Mgr Meglia, le 14 juin 1879 : « *Le nonce connaît tous mes travaux d'archéologie tourangelle et particulièrement mes publications sur le château de Chenonceau. Il me complimente d'être à Rome dans un milieu si favorable à mes goûts. Il me dit que M. Waddington lui a parlé de moi avec les plus grands éloges... Après le nonce, je vais voir l'auditeur de la nonciature, Mgr Taliani, bon gros garçon, très ouvert, très affable. Lui aussi il connaît mes travaux sur la Touraine et il m'en parle avec des compliments. L'an dernier, au mois de novembre, il me fit demander par Mgr Denéchau mes Origines de l'Église de Tours. Cet ouvrage étant absolument épuisé, je ne pus satisfaire à ce désir.* »

Il se délecte même à rappeler l'attention dont il est honoré dans les plus hautes sphères de la prélature romaine. « *Tu as vu que j'avais fait hommage au pape de dix-sept volumes de mes œuvres, écrit-il à son ami l'abbé Archambault, et que le Saint-Père avait paru très frappé de cet ensemble de travaux. Cette offrande littéraire a fait ici quelque bruit dans le monde ecclésiastique et il m'en revient des nouvelles et des félicitations par Saint-Louis et par le Séminaire français. Dimanche dernier, l'archevêque d'Aix, adressant une allocution aux élèves de Santa-Chiara pour les exhorter au travail, m'a cité en exemple, a parlé des vingt-cinq volumes in-8° que j'ai publiés n'étant que simple curé de campagne, loin de toutes ressources littéraires et a parlé de la satisfaction étonnée du pape en recevant mes dix-sept volumes. Tu juges de l'effet produit par cette manifestation. Dès le lendemain, le supérieur du Séminaire venait me raconter l'affaire et m'apporter ses compliments. Comme j'avais fait le mort depuis mon installation pour ne pas effaroucher les Italiens, je me trouve révélé tout d'un coup au grand jour sous un aspect très favorable* »⁷.

7. Lettre à l'abbé Archambault, Rome, 3 décembre 1879 (Archives diocésaines de Tours).



Photo 3 : l'abbé Casimir Chevalier,
curé du diocèse de Tours
(Archives diocésaines de Tours).



Photo 4 : Mgr Casimir Chevalier,
en tenue de clerc national
(Archives diocésaines de Tours).



Photo 5 : Mgr Guillaume-René Meignan,
cardinal-archevêque de Tours
(Archives diocésaines de Tours).

Il aime à paraître en grande tenue lors de la remise des palliums. « *J'y vais en petite tenue, col violet, soutane noire à boutons violents, ceinture de soie violette à franges (j'aurais dû mettre les fiocchi) et manteau noir, costume auquel Mgr Cataldi, maître des cérémonies, ne trouve rien à redire. J'y rencontre deux archevêques préconisés récemment, qui après avoir postulé le pallium en personne au dernier consistoire, viennent le recevoir eux-mêmes. Ils arrivent en costume de chœur, soutane violette, ceinture à fiocchi, rabat et mantelletta violette*⁸. *Le camerlingue des auditeurs de Rote doit assister à la fonction dans le même costume et Mgr Sibia est présent en cette qualité ; comme il est enrhumé, il crache odieusement partout sur les tapis, trait de mœurs romaines. Pour moi, je quitte le manteau noir, et on me revêt d'une cotta que je garde jusqu'à la fin (29 février 1880).* »

Assurément, il n'est pas indifférent aux honneurs qui lui sont dus et c'est avec une véritable jouissance qu'il en apprécie les manifestations. À preuve son commentaire lors des fêtes de la Toussaint 1884 à la cathédrale de Tours : « *Sur l'invitation de Mgr [Meignan], j'assiste à la solennité de la Toussaint en grand costume, soutane violette, ceinture à fiocchi, rochet brodé, mantellone et barrette violette. On m'avait préparé une place distincte dans le sanctuaire en face du trône de l'archevêque avec un fauteuil et un prie-Dieu. Ces honneurs ont fait sensation.* »

Quand on le sait infiniment sensible aux honneurs qu'il estime devoir lui revenir, on mesure mieux la déception ressentie à l'annonce de l'échec de sa promotion au rang d'officier de la Légion d'honneur en 1873. Il s'en ouvre à son ami l'abbé Verger : « *Il me revient de divers côtés que ma mozette, décidée in petto, assure-t-on depuis le mois de janvier, vient d'être remise tout à fait en question. On vient de découvrir, grâce à mon séjour d'un mois à Chenonceau, que je suis lié avec M. Wilson*⁹, *un républicain, un rouge, un*

8. Parmi les éléments du costume, la *mantelletta* est un mantelet ouvert sur le devant, avec des fentes au lieu des manches sur le côté, porté par les cardinaux, les évêques et les prélats ; les *fiocchi* sont des « flocons » de laine.

9. Daniel Wilson (1840-1919), descendant d'une famille écossaise, est élu député de Loches en 1869. Il bat le candidat impérial officiel Ernest Mame, maire de Tours et député sortant au terme d'une campagne de communication aidée par le journal *L'Union libérale* qu'il a fondé. C'est le début d'une longue carrière politique qui ne s'achève qu'en 1902, malgré son rôle dans le scandale des décorations. Gendre du président Grévy et frère de Mme Pelouze qui a acquis pour 850 000 francs le château de Chenonceau en mai 1864, il évolue politiquement au gré des circonstances, passant du centre gauche à la gauche républicaine puis au groupe des radicaux. Le 29 décembre 1879, il est

partageux, un internationaliste, etc., et vous comprenez dès lors qu'on ne saurait, avec de pareilles accointances, m'introduire dans le chapitre, même non capitulant...»¹⁰ Il s'efforce nonobstant de montrer le contraire...

Lors de ses retours en France, il ne manque pas une occasion de paraître à l'Élysée, l'amitié de Daniel Wilson lui en ouvrant généreusement les portes. *«J'assiste le 22 au Palais de l'Élysée au mariage de M. Wilson avec Mlle Alice Grévy, fille du Président de la République. Je suis introduit dans le salon des Souverains où se trouvent les invités privilégiés, ministres, sous-secrétaires d'État, au nombre de 35 environ et je signe, avec MM. Gambetta, Léon Say, Jules Ferry etc. sur le registre des actes de l'état-civil et sur ceux de la paroisse. La présence d'un prêtre, en grand habit prélatice, étonne tous les assistants. Ce qui met le comble à la stupéfaction, c'est que le président Grévy traverse toute la salle et vient me serrer les mains en me remerciant d'être venu prendre part à cette fête de famille. À la messe dite par le curé de la Madeleine, j'assiste sur un prie-Dieu à gauche de l'autel»,* écrit-il non sans fierté dans ses *Souvenirs de Rome* en octobre 1881. À son ami l'abbé Archambault, il ne peut cacher son plaisir : *«Me voici donc en relations faciles avec la famille du Président de la République. Je n'en suis pas fâché»¹¹.*

Le 4 octobre 1882, Casimir Chevalier assiste à l'Élysée à la remise de la barrette au cardinal Czacki, nonce apostolique en France¹². C'est encore pour lui l'occasion de montrer l'intimité qui le lie au président et l'intérêt porté par le chef de l'État à ses confidences : *«Je suis resté à l'Élysée à déjeuner en famille avec l'avocat Senard que j'y avais déjà rencontré au mois de juillet, et Jourde, le directeur du Siècle. Après le déjeuner, j'ai causé longuement avec le Président et lui ai exposé, comme je l'avais fait à M. Decrais¹³, l'affaire de l'auditeur de Rote. Il n'en a pas encore été question au Conseil, et M. Grévy n'en savait pas le premier mot. Il m'a promis de se souvenir à*

nommé sous-secrétaire d'État aux Finances, charge qu'il conserve dans le ministère Ferry jusqu'au 14 novembre 1881.

10. Lettre à l'abbé Verger, Tours, 6 décembre 1873 (Archives diocésaines de Tours).

11. Lettre à l'abbé Archambault, Rome, 28 octobre 1881 (Archives diocésaines de Tours).

12. Włodzimierz Czacki, nonce apostolique en France de 1879 à 1882.

13. Préfet d'Indre-et-Loire en 1871, des Alpes-Maritimes en 1874, de la Gironde en 1876, Albert Decrais devient directeur politique au ministère des Affaires étrangères de février à novembre 1882, ambassadeur à Rome près du roi d'Italie puis à Vienne et à Londres et ministre des Colonies dans le gouvernement Waldeck-Rousseau du 22 juin 1899 au 4 juin 1902.

l'occasion de ce que je lui disais. Il m'a aussi témoigné ses inquiétudes sur l'attitude probable du nouveau nonce ».

À l'occasion de ses séjours en Touraine, il ne manque aucune occasion de passer quelques jours de repos au château de Chenonceau où l'accueille Mme Pelouze. Il y rencontre des hôtes de marque lors des fêtes et des dîners : le député Wilson, des généraux, des ambassadeurs, des députés, des hauts fonctionnaires ou encore la princesse Galitzin qui a vendu à Mme Pelouze des lettres de George Sand¹⁴. Il se flatte de l'image dont il est auréolé et confesse à la date du 30 août 1883 : *« Madame Pelouze a la délicate pensée de placer dans la galerie de son château le portrait de l'historiographe de Chenonceau. Je n'ai pu me refuser à un désir qui m'honore et me fait grand plaisir. C'est à Mlle Thévenin qu'a été confiée la tâche de me peindre et depuis cinq jours je pose devant elle. L'esquisse permet d'espérer un très bon portrait de main de maître et une ressemblance parfaite. Cette affaire va prolonger d'une semaine mon séjour au château. »*

Conscient de ses qualités, l'homme n'accepte guère les embûches placées sur son chemin. Quand Mgr Meignan le nomme chanoine d'honneur en 1886, il dénonce à son ami Verger les manœuvres de ses ennemis qui ont failli réussir : *« Parmi les racontars qu'il a recueillis, il y en a d'étonnants. Ainsi, par exemple, j'ai été le précepteur de Wilson, et c'est à moi qu'il doit son scepticisme. Or il avait 24 ans quand il est arrivé en Touraine. Bref, c'est une affaire coulée à fond pour le moment. Je ne jurerais pas que cela ne renaîtra pas un jour, sous un autre évêque. Je n'ignore pas que j'ai des ennemis et des envieux qui ne me pardonnent ni mes travaux ni mes succès, ni mes dignités. Que voulez-vous ? Le clergé appartient à la race humaine et pas à la meilleure variété. »*¹⁵

14. Casimir Chevalier écrit dans ses *Souvenirs de Rome* le 5 avril 1885 : *« C'est grâce à moi que la princesse Galitzin a pu liquider à peu près sa situation en France et partir pour Saint-Pétersbourg : je lui ai fait vendre à Chenonceau quatre-vingts lettres autographes de George Sand adressées au comte de Villeneuve [neveu de Mme Dupin] et un certain nombre de portraits historiques, le tout calculé par Mme Pelouze au taux de la charité plus qu'au taux de la valeur réelle. C'est grâce à ces ressources que la pauvre princesse, ruinée à fond par la mauvaise administration de son mari, a pu quitter la France et s'enfuir au loin. »* Ce sont les héritiers du comte de Villeneuve (1777-1863) qui vendent la propriété à Mme Pelouze en 1864. La princesse Galitzin possédait un chalet à Cautelets où Mgr Meignan prenait les eaux.

15. Lettre à l'abbé Verger, Rome, 24 février 1886 (Archives diocésaines de Tours).

Quand sonne pour lui l'heure de sa retraite en 1886, il multiplie les démarches pour obtenir une pension honorable et les interventions pour que lui soit conférée la prélatrice ecclésiastique. Au ministre des Affaires étrangères, après avoir rappelé l'état de ses services, il ajoute : *« Je serais très heureux que Votre Excellence voulût bien de son côté m'en donner le bon témoignage en chargeant M. l'ambassadeur de la République française de demander pour moi au Saint-Père la prélatrice domestique en qualité de secrétaire des consistoires pour la France, preuve que ma retraite n'est pas ma disgrâce... Je ne doute point, Monsieur le Ministre, que M. l'ambassadeur n'obtienne facilement pour moi une distinction qui sera le légitime couronnement d'une carrière de 39 années de service ecclésiastique et civile. »*

UN JUGEMENT IMPLACABLE SUR SES CONTEMPORAINS

À Rome, dans l'exercice de ses fonctions faisant de lui l'intermédiaire entre l'ambassade et le Saint-Siège, Mgr Casimir Chevalier consulte, conseille, intervient. Dans ce poste d'observation, il est placé au premier plan pour recueillir les confidences, les impressions, les intentions, pour accompagner ou déjouer les manœuvres diplomatiques, pour connaître et analyser les relations entre le Saint-Siège et l'épiscopat français, entre le Saint-Siège et les gouvernements étrangers. À ce titre, il reçoit bon nombre de visiteurs et de solliciteurs : des amis Tourangeaux qu'il accompagne volontiers dans la visite de sites archéologiques ou du Vésuve, des évêques venus lui confier leurs difficultés, mais aussi leurs ambitions, des responsables politiques, des archéologues et historiens, des hommes et des femmes du gotha européen.

Ses jugements sont souvent sans appel, même à l'égard des plus hauts dignitaires de l'Eglise. Il brosse un portrait souvent incisif des cardinaux. Du cardinal Gustave-Adolphe de Hohenlohe, il laisse ce témoignage peu flatteur : *« D'illustre famille bavaroise... Tête étroite, regard mobile, bouche sans expression, allures timides ; mais des manières distinguées, une certaine facilité de parole, de la piété et des vertus sacerdotales. Peu charitable et se disputant avec ses fournisseurs. Comme descendant des princes de Hohenlohe, orgueil peu supportable, plein de dédain pour tout le monde. »*

Les sentiments qu'il porte au cardinal Guibert, archevêque de Paris après avoir occupé le siège de Tours, sont peu amènes. Le 8 juillet 1886, il

note dans ses *Souvenirs de Rome* : « *Le cardinal Guibert, archevêque de Paris, est mort ce matin à 10 heures après une longue agonie. Son passage à Tours a été néfaste pour notre diocèse. À Paris comme à Tours, il ne s'est distingué que par un certain nombre d'actes solennels et retentissants, des protestations surtout dont l'effet n'a pas été heureux. Il agissait comme un patriarche gallican et il a tenté constamment de grouper autour de lui tout l'épiscopat français. Ces adhésions flattaient son orgueil en créant un péril pour l'avenir. Certes, on ne saurait nier certains grands côtés de cette nature, son caractère, sa volonté, sa dignité, son autorité ; mais il est juste de reconnaître aussi en lui un orgueil incommensurable, n'admettant pas autour de lui la contradiction de ses idées, même dans les matières les plus libres ; une fermeté poussée jusqu'à l'entêtement, des rancunes implacables et la haine de toute supériorité avec la recherche affectée des médiocrités. À Tours, il ne restera de lui que des ruines avec le chimérique projet du grand Saint-Martin ; à Paris, son œuvre principale sera le Sacré-Cœur de Montmartre, appelé à crouler un jour parce qu'on lui a donné des fondements politiques. Le cardinal avait l'ambition d'attacher son nom à un monument grandiose : il a consacré à cette œuvre vingt-six années de son épiscopat.* »

S'il faut en croire Casimir Chevalier, les confidences que lui livrait déjà Mgr Meignan lors d'une visite à Chenonceau en 1884 confirment son propre jugement : « *Ne me parlez pas de lui, m'a-t-il dit, c'est un homme néfaste, c'est une hyperbole d'orgueil (sic), il ne voit que lui-même, il n'a pas d'esprit politique, il n'a que des haines et partout il a été mal avec tout le monde. En ce moment, dans la décadence de sa sénilité, il n'a plus qu'une passion, la haine de la République et des républicains. J'ai cherché à mettre le nonce en garde contre cet homme fatal ; si le pape suit ses conseils, comme vous me le dites, il va précipiter l'Église dans la crise dont elle est menacée. Pour en rester à Tours, le cardinal a tué ce diocèse, séminaires, écoles, hommes. Tout le monde s'est trouvé découragé, annihilé. Je ne trouve pas un homme autour de moi, pas un seul. Il y a pourtant bien des ressources dans l'esprit de ce pays, mais on dort d'un sommeil profond. Il me semble que je suis dans le palais de la Belle au bois dormant. Je ne sais pas si je pourrai vous réveiller* ». ¹⁶

16. Lettre à l'abbé Archambault, Chenonceaux, 28 août 1884 (Archives diocésaines de Tours).

Le nouveau nonce apostolique à Paris, Mgr di Rende¹⁷, qui selon Casimir Chevalier « avec une intrigue toute napolitaine, est une autre médiocrité » n'est pas davantage épargné. « C'est en grande partie à l'influence du cardinal Guibert, note-il à la date du 18 mai 1883, qu'on doit l'inexplicable choix de ce médiocre personnage parce qu'il importait au cardinal d'avoir sous la main un nonce inexpérimenté, docile, sous le nom duquel il gouvernerait les affaires de France. Qu'importe si l'Église doit en pâtir ! »

L'évêque d'Angers, Mgr Freppel, ne compte assurément pas parmi ses amis. Résumant la conversation échangée au château de Chenonceau avec le cardinal de Falloux, il écrit à la date du 1^{er} décembre 1879 : « Mgr Freppel se laisse trop dominer par la passion et aspire trop à jouer un rôle à la tête de l'épiscopat. Pour jouer pièce au préfet de Maine-et-Loire, il soutient contre lui des curés décriés qu'il faudrait bien déplacer pour le bien de la religion. Son université est une œuvre factice qui ne vivra pas et qui s'engloutira dans une banqueroute de deux millions. Le bon évêque a perdu la notion juste des choses et il est dans un tel état d'excitation continue qu'on ne peut plus le raisonner. C'est à l'abus quotidien du kirsch qu'il faut malheureusement attribuer cette excitation. » Dans l'affaire de la basilique Saint-Martin, le soutien apporté par l'évêque d'Angers aux partisans de la grande basilique, l'opposition à peine voilée à l'égard de son métropolitain, la connivence qu'il entretient avec le bouillant directeur du *Journal d'Indre-et-Loire*, Jules Delahaye, irritent au plus haut point Mgr Casimir Chevalier. Lors de ses séjours à Rome, l'évêque d'Angers multiplie les initiatives pour contrecarrer les plans de l'archevêque de Tours. « Personne n'ignore, disait l'archevêque de Reims à Mgr Mourey, que l'évêque d'Angers est l'âme de toute l'opposition qui s'est déchaînée contre Mgr Meignan ; c'est une attitude indigne d'un évêque et qu'on ne saurait blâmer trop énergiquement ». On sait en effet que Mgr Meignan n'était pas son candidat pour assurer la succession de Mgr Colet à Tours ; toutes ses interventions avaient tendu vers le même but : la nomination à Tours de son protégé, le légitimiste Chaulet d'Outremont, évêque du Mans.

Notre clerc national, à travers les portraits qu'il trace de ses visiteurs, notamment des évêques, n'est pas avare de jugements souvent cinglants. La nomination de Mgr Bouché au siège épiscopal de Saint-Brieuc suscite

17. Mgr Camillo Siciliano di Rende, archevêque de Bénévent, nonce apostolique en France de 1882 à 1887.

le 2 novembre 1882 ce commentaire sans appel : « *M. Bouché est une nullité, il a passé vingt-cinq ans de sa vie dans une cabine, occupé à jouer aux cartes, à fumer, à boire, à cracher, à causer avec les matelots, puis il a été secrétaire de Mgr Trégaro, son aumônier en chef de la flotte. Ce ne sont pas là des titres suffisants pour administrer un diocèse.* » La visite que lui fait Mgr Larue, évêque de Langres, le 29 avril 1888, inspire à Casimir Chevalier ce compliment : « *Le bon évêque est bien éteint, si jamais il a été allumé. Il a tout l'aspect d'une nullité complète.* » Le cardinal Desprez n'est pas davantage épargné dans ses *Souvenirs de Rome* à la date du 22 mars 1885 : « *l'archevêque de Toulouse est de plus en plus éteint et insignifiant ; il est vrai qu'il n'a jamais été bien allumé. Sa promotion aurait de quoi étonner si l'on ne savait que toute la carrière du cardinal Desprez est due à l'influence de son frère de lait, M. Hamille, ancien directeur des Cultes.* »

Avec une énergie constante dont on le sait capable, le clerc national s'efforce de contrecarrer la candidature au siège de Tours dont la vacance s'annonce prochaine, de Mgr d'Outremont, évêque du Mans et royaliste convaincu. Il pratique même le dénigrement le 19 janvier 1882 : « *Que penser d'un évêque qui se farde comme une femme, assez maladroitement pour que tout le monde s'en aperçoive et sur le visage duquel les gouttes de sueur perlent en gouttes de sang ? Il est la risée de tout son diocèse, laïques et ecclésiastiques...* » Casimir Chevalier se gausse des démarches de l'évêque suffragant pour parvenir à ses fins : le vieil archevêque de Tours, Mgr Colet, a refusé tout net de le prendre pour coadjuteur, les tentatives faites à l'Élysée ou auprès du député Daniel Wilson ont suscité la risée, et, comme il le note à la date du 18 octobre 1883, « *toutes les intrigues de Mgr d'Outremont pour arriver au siège archiépiscopal de Tours sont attentivement surveillées par le gouvernement. M. Noiroit, sous-secrétaire d'État à la Justice et aux Cultes n'ignore rien des menées de l'évêque du Mans à Tours et à la nonciature et il rejettera toute proposition ayant pour but de donner de l'avancement à ce personnage. On sait que Mgr d'Outremont est lié étroitement avec toutes les familles légitimistes d'Indre-et-Loire et qu'en réalité ce serait l'évêque d'Angers qui gouvernerait le diocèse. Le succès de cette candidature n'est donc pas à craindre.* » Quelques jours après le décès de Mgr Colet, « le bel Hector » (ainsi surnommait-on Mgr d'Outremont) rend visite à Mgr Chevalier à Rome le 12 décembre 1883 : « *Je le regardais parler et je constatais qu'il est fort plâtré ; mais le crépi est bien fait, c'est une œuvre d'art, c'est une émaillure de prix. Seulement*

la figure est rigide comme un masque et il n'y a plus de physionomie que dans sa bouche et les yeux. » C'est finalement à Mgr Meignan, évêque d'Arras, qu'échoit le siège archiépiscopal de Tours le 10 janvier 1884.

UN OBSERVATEUR AVERTI DES ENJEUX DIPLOMATIQUES

Par les contacts que favorise sa fonction, notamment ceux qu'il entretient avec le Secrétaire d'État de Léon XIII, le clerc national de France à Rome est un observateur privilégié de la diplomatie vaticane et du jeu diplomatique des grandes puissances. Le rapprochement entre l'Empire allemand et le Saint-Siège l'inquiète plus particulièrement; selon lui, les avances diplomatiques du chancelier Bismarck auprès du pape constituent des menaces directes pour la France et son influence auprès de la papauté. Il s'en ouvre directement à des visiteurs comme Mgr Mermillod le 30 décembre 1881 : *« L'évêque d'Hébron est préoccupé de la nouvelle attitude prise par le Saint-Père dans la question de son indépendance temporelle. Pour que Léon XIII, après trois ans de silence et de modération, prenne subitement ce langage ferme et net, il faut qu'il ait reçu quelques promesses de la part de Bismarck. Mais cette alliance du pape avec Bismarck pourrait être fort préjudiciable au clergé français et lui susciter des haines terribles si une guerre éclatait entre l'Allemagne et la France. Mgr Mermillod a reçu de France des informations qui lui présentent la question sous ce jour fâcheux et manifestent quelques inquiétudes. Le pape paraît avoir agi un peu trop vite en cette circonstance; il se fait facilement des illusions diplomatiques. »* De sa rencontre le même jour avec le comte de Florian, il conclut par cette éclairante analyse : *« Je cause avec le comte de Florian de l'attitude très étonnante de Bismarck au sujet de l'indépendance du Saint-Père et je lui demande ce qu'il faut en penser... Il veut d'abord se réconcilier en Prusse avec le parti catholique, parti qui a beaucoup grandi et sans l'appui duquel il ne peut plus marcher dans cette demi-constitutionnalité du régime de la Prusse; à ce point de vue, c'est une question intérieure. En revendiquant l'indépendance du pape, le chancelier veut aussi gagner les sympathies de la clientèle catholique en Orient, clientèle que la France est en train de perdre, et par les intrigues des franciscains italiens de Terre-Sainte. »* Avec lucidité, Mgr Chevalier résume ainsi le 31 mars 1882 les conséquences, pour la France, de ce rapprochement entre l'Allemagne et le

Saint-Siège : « *Bismarck cherchera à faire passer entre les mains de l'Italie la protection de tous les missionnaires catholiques de l'Orient, lesquels, depuis la frontière algérienne jusqu'à Constantinople, sont presque tous italiens... Si ce projet réussit, la France perdra l'influence considérable qu'elle exerce depuis longtemps sur tout le pourtour de la Méditerranée.* » Le 30 mai 1883, dans une note adressée à notre ambassadeur, il se veut un instant rassurant sur la clairvoyance du gouvernement français et les fruits d'un apaisement des relations entre la France et le Saint-Siège au nom des intérêts coloniaux : « *On a compris enfin le péril d'une politique qui jetait le pape entre les bras de l'Allemagne et nous enlevait le protectorat de la clientèle catholique.* » C'est dans ce contexte que les propos de Léon Gambetta en 1877 : « *le cléricalisme, voilà l'ennemi* »¹⁸ doublés de la formule qui lui est attribuée : « *l'anticléricalisme n'est pas un article d'exportation* » trouvent leur pleine signification. Lors de la Conférence de Berlin (novembre 1884-février 1885), événement fondateur de la colonisation, la déclaration des puissances européennes en définit à la fois les objectifs et l'esprit : « *elles protégeront et favoriseront [...] toutes les institutions et entreprises religieuses, scientifiques ou charitables, créées et organisées à ces fins, ou tendant à instruire les indigènes et à leur faire comprendre les avantages de la civilisation.* »

Ses craintes se confirment le 18 mai 1883 quand il note : « *La France est en train de perdre le protectorat de son ancienne clientèle catholique d'Orient. La persécution de l'Église en France a singulièrement refroidi l'attachement de cette clientèle, d'autant plus que la situation a été habilement exploitée contre nous par nos ennemis. Et puis, par la dissolution des congrégations*¹⁹, les noviciats étant fermés, le personnel qui desservait nos missions ne se recrute plus. Le pape, plus préoccupé des intérêts supérieurs de l'Église que des intérêts de la France est assez disposé à laisser prendre à l'Italie le protectorat des catholiques d'Orient, d'autant mieux que la majeure partie du clergé latin qui travaille dans ces régions est d'origine italienne. Fait très significatif : le cardinal Lavigerie²⁰ qui se proposait, en quittant Rome, d'aller

18. L'auteur de cette expression est en réalité le journaliste Alphonse Peyrat qui la prononce en 1863. Léon Gambetta la reprend dans son discours du 4 mai 1877 à la Chambre des députés.

19. Le 29 mars 1880, un décret prononce la dissolution de la Compagnie de Jésus en France ; le 30 juin 1880, les Jésuites sont expulsés. Le 16 octobre 1880, un second décret dissout les congrégations masculines non autorisées.

20. Charles-Martial Lavigerie (1825-1892), évêque de Nancy en 1863, archevêque d'Alger

visiter nos établissements d'Orient, a reçu du pape la défense d'entreprendre ce voyage qui pouvait, au dire de Léon XIII, créer des difficultés politiques. Notre ambassade se préoccupe vivement de cette nouvelle attitude du Saint-Père, contraire à toutes les traditions de la Cour de Rome. »

En soulignant les hésitations du pape qu'il assimile à de la naïveté depuis la position plus conciliante de Bismarck à l'égard du *Kulturkampf* et la promesse d'intervention en faveur du rétablissement partiel de la souveraineté temporelle à Rome, Mgr Chevalier dénonce le 20 mai 1883 les risques d'une impasse pour la papauté : *« Je dois mentionner ce qu'on dit ici sur un résultat inattendu de la Triple Alliance italo-austro-prussienne. On prétend que l'Autriche, vieille amie de la papauté, travaillerait énergiquement à la solution de la question romaine ; la Prusse appuierait ce projet et l'Italie s'y prêterait. On rendrait au pape, sinon toute Rome, au moins la Cité Léonine avec un traitement de 3 à 4 millions et les droits souverains garantis par les trois puissances ; l'Italie obtiendrait le Tyrol et la protection de la clientèle catholique d'Orient et l'Autriche serait dédommée du côté des Balkans. Les résultats de cette combinaison seraient considérables : la papauté réconciliée avec l'Italie, les catholiques fortifiant le gouvernement italien et lui imprimant un caractère plus conservateur, la question de l'irréductibilité supprimée, la France perdant la protection séculaire de la papauté n'ayant plus de prétexte pour intervenir désormais en Italie et n'exerçant même plus la protection morale du denier de Saint Pierre. Ce serait un abaissement notable pour notre pays... Que peut faire Léon XIII en présence de la Triple Alliance qui garantit l'unité italienne ? »* Le 11 février 1886, il ne cache pas sa déception : *« J'avoue que cet ensemble de*

en 1867 (puis de Carthage en 1881) fonde la Société des Missionnaires d'Afrique en 1868 dont les membres sont connus sous le nom de Pères blancs et la Congrégation des sœurs missionnaires de Notre-Dame d'Afrique en 1869. Il est créé cardinal en mars 1882. Premier directeur de l'Œuvre d'Orient de 1857 à 1863, il exerce une influence directe sur les missions catholiques d'Afrique et d'Orient. Auteur du célèbre « toast d'Alger » du 18 novembre 1890 appelant à l'adhésion des catholiques français à la République, il annonce la position que Léon XIII définit par sa lettre-encyclique « Au milieu des sollicitudes » du 16 février 1892 adressée au clergé et aux catholiques de France : *« Par là s'explique d'elle-même la sagesse de l'Église dans le maintien de ses relations avec les nombreux gouvernements qui se sont succédé en France, en moins d'un siècle, et jamais sans produire des secousses violentes et profondes. Une telle attitude est la plus sûre et la plus salutaire ligne de conduite pour tous les Français, dans leurs relations civiles avec la république, qui est le gouvernement actuel de leur nation. Loin d'eux ces dissentiments politiques qui les divisent ; tous leurs efforts doivent se combiner pour conserver ou relever la grandeur morale de leur patrie. »*

faits et le ton de la lettre ont beaucoup diminué mon admiration pour le Saint-Père. Il n'est pas aussi fort politique que je croyais. Le voilà évidemment sous l'empire d'une obsession, celle de sa restauration temporelle et il sacrifie à ce rêve les vrais alliés de l'Église. Je sais qu'en ce moment il devient de plus en plus agressif contre la France et je m'en afflige parce que cela peut mener à une catastrophe ».

UN REGARD SANS COMPLAISANCE SUR LA VALEUR DU CLERGÉ

Ce n'est pas un regard complaisant que Mgr Casimir Chevalier porte sur l'Église de France. Même si le clerc national nourrit peu d'estime à l'égard des Jésuites, le décret du 29 mars 1880 portant dissolution de la Compagnie de Jésus en France suscite ses craintes. À l'ambassadeur, M. Desprez, il déclare le 5 avril que : *« la dispersion des congrégations impose de nouveaux devoirs au gouvernement : il détruit ainsi tout un ensemble de forces vives, tout un capital intellectuel, et il appauvrit d'autant l'Église de France. Il faut maintenant relever le clergé inférieur, le faire travailler, rétablir les concours, afin de rendre à l'Église et aux diocèses les forces dont on vient de les priver. »* Il fait siennes les confidences d'Émile Ollivier, le 23 décembre 1881, sur le *« déplorable état du clergé de France, l'abaissement des études, l'affaissement des âmes et la nécessité de ressusciter le droit canon et les concours pour rendre un peu de ressort au clergé et lui permettre de reconquérir une influence qu'il a totalement perdue »*. *« Je connais la plupart de nos évêques, lui dit Émile Ollivier, ils sont d'une faiblesse désolante et, par l'état de la tête, on peut juger de l'affaiblissement du reste du corps clérical »*.

À son ami l'abbé Verger, il confie son amertume, se désole de la médiocrité intellectuelle du clergé et la faiblesse des études ecclésiastiques : *« Pauvre clergé de Touraine ! L'a-t-on assez bafoué depuis vingt ans ! On l'a mis successivement à la porte de toutes les œuvres d'intelligence pour le reléguer, en l'amointrissant et l'annihilant, dans les œuvres indispensables, sans doute, mais insuffisantes. Par ce temps d'abandon général des études ecclésiastiques et de mépris systématique pour les stimulants du travail, il était nécessaire d'avoir une maison d'éducation pour relever un peu le niveau intellectuel et conserver chez nous une certaine culture littéraire. Il n'y a plus rien et il n'y*

aura bientôt plus personne, que des joueurs de cartes et des planteurs de choux.»²¹

Les jugements que portent certains évêques de France à l'occasion de leurs visites le confortent dans ce sentiment, en même temps qu'ils l'attristent. Relatant la proposition du nonce apostolique en France faite à Mgr Bourret, évêque de Rodez d'une promotion au siège de Tours, ce dernier rapporte : « *Je rejetai bien loin cette idée, et je n'accepterai jamais ce diocèse, quoique j'y sois rattaché par d'excellents souvenirs de jeunesse. Mais vous êtes morts, absolument morts, le cardinal Guibert y a tout laissé dépérir systématiquement ; après lui sont venus deux vieillards qui ne se sont occupés de rien relever et qui en étaient peut-être incapables. Les études de vos deux séminaires sont d'une faiblesse déplorable ; vos administrateurs sont d'honnêtes gens d'une grande médiocrité, sans esprit d'initiative. Il n'y a plus de ressort et tout est à recréer. Je ne me sens pas le courage de tenter une œuvre pareille, surtout ne voyant plus un seul homme dans ce malheureux diocèse. Les hommes que j'y ai connus autrefois (et il y en avait quelques-uns) ont disparu ou ont vieilli. Je plains l'évêque qui prendra cette triste succession. Ce sera sans doute encore un vieillard. Car voilà le malheur des archevêchés : on n'y nomme que des hommes usés, désillusionnés, ne voulant pas troubler leurs dernières années, ayant une horreur naturelle pour les œuvres à longue échéance. C'est la gérontocratie. Et c'est ce qui explique comment un diocèse si brillant à son heure peut tomber dans un pareil affaissement. Vous en êtes heureusement sorti, restez dehors* » (6 février 1880).

C'est par le relèvement des études ecclésiastiques et profanes que Mgr Chevalier conçoit le renouveau de l'Église en France. Il n'attend rien des Lazaristes, à la tête des séminaires, qui « *s'opposent à ce que leurs jeunes clercs viennent étudier à Rome... Ces pauvres Lazaristes sont d'une faiblesse déplorable, bien connue à Rome où l'on s'en préoccupe. Il était même question de les forcer à faire recevoir docteurs en théologie ou en droit canon tous ceux de leurs membres qui professent dans les grands séminaires de France.* » (14 janvier 1882). Il se plaint à rappeler la décision prise par Mgr Meignan, alors évêque de Châlons, de leur retirer la direction des séminaires pour la confier à des prêtres diocésains en notant que le prélat « *s'était appliqué pendant dix ans à former un bon corps de jeunes professeurs. Il en envoya travailler*

21. Lettre à l'abbé Verger, Tours, 4 mai 1872 (Archives diocésaines de Tours).

en Allemagne, à Tübingen, à Berlin etc. Il eut ainsi des philosophes, des théologiens, des historiens, un hébraïsant, même un assyriologue et installa au grand séminaire ses jeunes professeurs qui remuèrent la jeunesse et la firent travailler. »²² Aussi se réjouit-il de la nomination prochaine de Mgr Meignan à Tours ; et dans une lettre de décembre 1883 à son ami l'abbé Verger, il se confie : « *Espérons que nous l'aurons. C'est un homme fort distingué, un savant, un critique, persuadé que si le clergé a perdu toute influence, c'est qu'il a perdu la science. Les Lazaristes vont trembler dans leur peau.* »²³ À l'abbé Archambault, il écrit : « *Qui va perdre le pompon à Tours ? Je t'assure que cette nomination va faire un beau tapage en Touraine où légitimistes, Lazaristes, Oblats, Jésuites, Sainte-Face vont trembler à l'unisson.* »²⁴

Son sens critique s'exerce aussi à l'égard de certaines manifestations de la religion populaire sur lesquelles il jette un regard plus que prudent. Les initiatives de M. Dupont autour de la Sainte-Face nous valent cette note ironique confiée à l'abbé Verger : « *Les bonnes dévotes de Tours, stimulées par Mme Ratel, viennent de faire une démarche à mon avis bien indiscreète. Elles ont entrepris, à son insu, de faire guérir miraculeusement M. Janvier de sa surdité. Pour cela, elles lui ont fait dire une neuvaine de messes pour obtenir une grâce insigne, et lui ont fait porter clandestinement un morceau du gilet de M. Dupont ; puis elles sont allées au nombre de 80 faire un pèlerinage sur le tombeau du saint homme. La ferveur n'a manqué ni de part et d'autre. Pourtant, M. Janvier n'entend pas mieux qu'auparavant. Peut-être même est-il devenu un peu plus sourd. Voilà un zèle qui aurait besoin d'être réglé.* »²⁵ En mai 1882, dans une correspondance à l'abbé Archambault, il se fait plus incisif en utilisant même la dérision : « *Je vois avec plaisir que l'oratoire de*

22. On sait que l'abbé Meignan compléta sa formation philosophique et théologique commencée au séminaire de Saint-Sulpice par des études à Munich en 1842, puis au Tyrol, à Prague, à Berlin. Il approfondit sa connaissance de la philosophie de Kant, d'Hegel, Schelling et participa aux débats autour de la Bible. Il devint ainsi un des meilleurs exégètes de son temps (Abbé Henri Boissonnot, *Le cardinal Meignan*, Paris, Victor Lecoffre, 1899).

23. Lettre à l'abbé Verger, Rome, 23 décembre 1883 (Archives diocésaines de Tours).

24. Lettre à l'abbé Archambault, Rome, 23 décembre 1883 (Archives diocésaines de Tours). La direction des séminaires de Tours avait été confiée aux Lazaristes par Mgr Guibert en 1850. Mgr Meignan se contenta de confier le Petit Séminaire à des prêtres du diocèse en 1886, mais il conserva aux Lazaristes les fonctions de direction et d'enseignement du Grand Séminaire. Ces derniers doivent laisser la place à des prêtres diocésains en 1903 à la suite des décrets d'expulsion des congrégations.

25. Lettre à l'abbé Verger, Tours, 2 février 1877 (Archives diocésaines de Tours).

la Sainte-Face prospère et qu'il leur faut déjà des Annales mensuelles, bientôt hebdomadaires pour publier leurs miracles. Tant de miracles excitent toujours en moi un peu d'inquiétude, parce que si le bras de Dieu ne s'est pas raccourci, l'imagination humaine est encore en train de s'allonger. Je pense à un curé de France qui, ayant le bonheur de posséder un corps saint tiré des catacombes, saint Honorius, voulait avoir un office propre pour ledit saint, et m'avait chargé de suivre son affaire à la Congrégation des Rites. Il y avait à l'appui un volumineux dossier d'information canonique sur de nombreux miracles opérés en ces derniers temps par saint Honorius. La Congrégation des Rites s'informe, s'entoure de précautions et apprend qu'elle est en face d'une abominable supercherie, que ce saint Honorius, loin d'être authentique, est un corps ordinaire vendu comme saint sous des sceaux falsifiés par un fripon qui en a fait bien d'autres du même genre. C'est un saint à chasser honteusement de sa châsse. Et cependant, il a fait beaucoup de miracles ! Juge un peu, mon bon, si c'eût été un saint véritable ! »²⁶

UN ANALYSTE LUCIDE DES RELATIONS ENTRE L'ÉGLISE DE FRANCE ET L'ÉTAT

Par ses relations quasi quotidiennes avec la Secrétairerie d'État, l'ambassade de France près le Saint-Siège, les personnalités politiques de haut rang, par les confidences qu'il recueille, le cleric national de France observe avec intérêt, mais surtout avec inquiétudes, les relations entre l'Église de France et l'État. Très tôt, il pressent les signes d'une prochaine séparation, que ravivent en lui les changements de ministères, l'adoption de mesures à caractère laïque²⁷, les tensions croissantes à propos des nominations d'évêques. « *Si les élections de 1881 se font sur la question religieuse, écrit-il le 30 octobre 1880, nous n'aurons à la Chambre que des intransigeants de droite et de gauche, et alors*

26. Lettre à l'abbé Archambault, Rome, 30 mai 1882 (Archives diocésaines de Tours).

27. On citera la loi du 12 juillet 1880 portant suppression du repos du dimanche et des fêtes religieuses, les lois du 16 juin 1881 établissant la gratuité de l'enseignement primaire dans les écoles publiques et imposant le brevet de capacité pour l'enseignement primaire, la loi du 14 novembre 1881 supprimant les carrés confessionnels dans les cimetières, la loi du 28 mars 1882 sur l'enseignement primaire, la loi du 27 juillet 1884 sur le divorce, la loi du 15 novembre 1887 instituant la liberté des funérailles, civiles ou religieuses.

nous allons aux abîmes avec la séparation de l'Église et de l'État, la suppression du budget des cultes et la persécution du clergé séculier. » Le triomphe de la gauche et la nomination de Paul Bert au ministère de l'Instruction publique et des Cultes renforcent ses inquiétudes. « *Les journaux annoncent la démission de M. Flourens, directeur des Cultes, écrit-il le 18 novembre 1881. C'est un symptôme inquiétant. M. Flourens, très respectueux pour le clergé et très modéré dans ses idées, tenait à maintenir d'excellentes relations entre l'Église et l'État. Avec cela, il avait une connaissance approfondie des affaires ecclésiastiques. Il n'a pas voulu être le serviteur de la politique nouvelle que va inaugurer M. Bert. C'est grave.* » Deux jours plus tard, au cours d'un dîner, il relate les craintes de l'ambassadeur : « *M. Desprez n'a point donné sa démission, comme les journaux le répètent avec insistance depuis quelques jours et il ne songe point à la donner pour le moment ; il craint plutôt d'être invité à prendre sa retraite. Il est très préoccupé de l'arrivée de Paul Bert au ministère des Cultes et il attend avec anxiété les premières mesures qui vont faire connaître l'attitude du nouveau ministère. Sa nomination a été un défi jeté au clergé, mais il faut espérer que Gambetta saura lui imposer un peu de calme. Une rupture avec Rome serait d'autant plus fâcheuse que les relations depuis six mois sont extrêmement cordiales avec le Vatican.* »²⁸ Il fait écho aux propos de l'ambassadeur qui « *regarde comme possible la suppression de l'ambassade près du Saint-Siège, l'an prochain, et peut-être plus tôt* » (28 avril 1880).

Mgr Casimir Chevalier demeure conscient d'une situation qui lui apparaît inéluctable avec la laïcisation progressive de l'État : « *Nous marchons par étapes successives à la séparation de l'Église et de l'État, écrit-il le 3 mars 1883. Il semble qu'on veuille, par toutes ces mesures, préparer le public à la mesure la plus grave, l'abolition du Concordat.* » Analysant l'évolution politique du monde parlementaire, il note le 16 décembre 1884, pour s'en montrer meurtri, l'attitude de certains de ses amis : « *Je remarque que M. Wilson, dans la discussion du budget des Cultes, a constamment voté avec la commission*

28. Les élections législatives des 21 août et 4 septembre 1881 marquent la débâcle des conservateurs (88 sièges contre 208 en octobre 1877) et la victoire des républicains (457 sièges contre 313 en 1877) dont 46 sièges pour l'extrême gauche et 168 sièges pour la Gauche républicaine. Léon Gambetta devient président du Conseil et ministre des Affaires étrangères. Paul Bert, auteur de la loi du 9 août 1879 portant création des Écoles normales primaires, rapporteur le 4 décembre 1880 de plusieurs lois limitant les droits du clergé est nommé ministre de l'Instruction publique et des Cultes du 14 novembre 1881 au 30 janvier 1882.

du budget, c'est-à-dire pour les réductions ou pour les suppressions totales des crédits. Bien plus, il a voté avec M. Lepère [ancien ministre de l'Intérieur et des Cultes, signataire des décrets du 29 mars 1880 obligeant la Société de Jésus à quitter la France] contre le chapitre premier, ce qui, dans la pensée de M. Lepère, impliquait le rejet total dudit budget. M. Wilson vient de se faire inscrire à la gauche radicale. C'est une évolution très notable car jusqu'à présent M. Wilson s'était montré contraire à la séparation de l'Église et de l'État. Pour moi, c'est un signe que le radicalisme monte. La plupart des députés ont voté les réductions de notre budget uniquement pour avoir aux yeux de leurs électeurs une bonne note d'anticléricalisme, parce qu'ils craignent l'avènement de candidats plus radicaux aux prochaines élections.»

Autant par ses relations personnelles que par ses jugements, Mgr Chevalier n'a que peu d'estime à l'égard des légitimistes dont il dénonce les manœuvres, responsables à ses yeux des tensions croissantes entre l'État et l'Église de France. L'analyse qu'il consigne dans ses *Souvenirs de Rome* à la date du 25 juin 1883 ne souffre guère d'ambiguïté : *« Le nonce Czacki a été un précieux instrument de Gambetta. La persécution des religieux n'a pas arraché au Saint-Siège une parole de protestation. Ce n'est pas pour des intérêts religieux, mais c'était pour ses vues politiques que le Vatican s'appliquait ainsi à marcher d'accord avec le gouvernement de la République, afin d'isoler l'Italie... Mais les choses se précipitèrent. Czacki fut rappelé. À un nonce opportuniste a succédé un nonce légitimiste par ses attaches de famille, jeune homme inexpérimenté, envoyé à Paris sans instructions précises. Rende est l'opposé de Czacki et il ne se préoccupe que d'obtenir l'approbation des légitimistes, de l'épiscopat français et du cardinal-archevêque de Paris. On ne voit à ses réceptions ni républicains ni démocrates ; ses habitués et ses commensaux sont des légitimistes de France et de Naples parce qu'il a toujours reconnu l'ex-roi François pour son roi. Si à cette attitude de l'envoyé du Souverain Pontife vous ajoutez le langage de la presse cléricale, vous comprendrez la tension toujours croissante entre Rome et la France. Étrange évolution des catholiques ! »*

Au moment de résigner sa charge, le clerc national ne nourrit aucune illusion sur l'avenir des relations entre l'Église de France et l'État, quand il écrit avec lucidité le 17 janvier 1886 : *« La déclaration ministérielle faite hier au Parlement français est bien menaçante au point de vue religieux. On y reconnaît que la question de la séparation de l'Église et de l'État n'est pas*

encore mûre et qu'il faut travailler à l'avancer dans l'esprit public. Toutefois, si le clergé veut éviter une brusque rupture, il doit se renfermer étroitement dans son mandat. Le gouvernement saura tenir fermement la main pour que les droits de la société civile soient scrupuleusement respectés et il n'hésitera pas à faire sentir le poids de son autorité à ceux qui seraient tentés de la méconnaître. Voilà des paroles menaçantes qui ne nous présagent rien de bon.»

L'AFFAIRE DE LA BASILIQUE DE SAINT-MARTIN

Source à ce jour inexploitée par les chercheurs, les cahiers de Mgr Chevalier qui constituent *Mes souvenirs de Rome* et sa correspondance avec les abbés Verger et Archambault éclairent avec plus de précision, et aussi de nuances, son rôle dans l'affaire de la reconstruction de la basilique Saint-Martin à Tours. Avec constance, il s'oppose au projet de grande basilique édiflée sur les fondations de l'ancienne. Surtout, il se réjouit de la confiance que lui manifeste Mgr Meignan pour suivre ce dossier. « *J'ai oublié de mentionner en racontant ma dernière visite à l'archevêché, écrit-il le 1^{er} octobre 1884, que Mgr me disait : Aidez-moi, soutenez-moi, je n'ai personne autour de moi, je ne puis me fier à personne. Je reconnais là l'écho de ce que me disait le préfet. Mgr m'a dit aussi : J'admire la variété de vos aptitudes. Vous être géologue, historien, archéologue, critique, écrivain, architecte, enfin une espèce d'ingénieur, ajouta-t-il en souriant.* » Flatté, comme il aime l'être, Casimir Chevalier, à la date du 9 octobre 1884, se confie un peu plus : « *Mgr me confirme le mandat de préparer les plans de la future basilique avec les modifications indiquées ci-dessus, quoiqu'il en doive résulter une œuvre fort décousue.* » Et il ajoute, évoquant les partisans de la grande basilique : « *Vraiment, me dit-il, ces gens sont étranges avec leur chimère, ils sont attardés dans le XII^e siècle ; on dirait qu'ils se sont endormis en 1150 et qu'ils viennent de se réveiller ce matin. Ils sont illuminés, ils ne voient que leur idée fixe, sans soupçonner les périls et les difficultés qui nous entourent. Pour moi, je suis bien décidé à dépenser tous les deniers de Saint-Martin, j'y suis même contraint par la prudence la plus élémentaire, sous peine de voir appliquer administrativement à d'autres œuvres le surplus de ces deniers, comme nous en sommes menacés.* »

Il reconnaît avoir choisi et imposé l'architecte Victor Laloux à l'archevêque. Sa lettre du 28 septembre 1884 le confirme : *« J'ai aussitôt pensé à vous, mon cher Monsieur Laloux, pour vous demander si vous consentiriez à devenir mon collaborateur et à être de moitié dans une œuvre qui nous ferait honneur à tous deux. Si cela vous convient, nous étudierions d'abord ensemble l'avant-projet sur place, nous verrions quelles modifications ou quelles variantes il conviendrait d'y introduire ; puis je vous présenterais à l'archevêque et alors on rédigerait le plan complet à une moindre échelle pour le soumettre au ministère avant d'aller plus loin. »* C'est en 1868, lors d'une mission à Rome, que l'abbé Chevalier fit la connaissance de Victor Laloux à la Villa Médicis. Ils partageaient un intérêt commun pour les églises paléochrétiennes de la Rome antique ; l'attribution à Laloux du prix de Rome en 1878 pour un projet de cathédrale ne fit que conforter Mgr Chevalier dans son choix.

Néanmoins, on découvre dans ses *Souvenirs de Rome* et dans sa correspondance les tensions nées entre les deux hommes au sujet du plan et du style du futur édifice. Le style, mélange d'éléments byzantins, néo-romans et paléochrétiens déplut à Mgr Chevalier. *« J'étudie depuis quelques jours les dessins du projet de Saint-Martin que m'a envoyés Laloux, écrit-il le 22 mars 1886. Je n'en suis pas satisfait, l'ensemble extérieur ayant un cachet roman très prononcé, notamment dans les fenêtres, accomplies et accompagnées de colonnettes et dans les pans coupés des absides, sans parler de la coupole surélevée en bonnet de coton. L'entrée des cryptes est aussi trop mesquine. Mais ce qui est plus grave, c'est l'abaissement du sol de la crypte au moyen de l'enlèvement sur une épaisseur d'environ 1 m 60 du massif bétonné du XIII^e siècle, par conséquent la disparition de la petite abside qui entoure actuellement le tombeau. Il y a là de véritables reliques religieuses et archéologiques qu'il importe de conserver autant que possible et je ne saurais m'associer, même indirectement, à la mutilation de ces vénérables souvenirs... Aussi je regrette beaucoup que vous ne m'avez pas indiqué le parti radical auquel vous avez cru devoir vous arrêter avant de soumettre vos dessins au ministère. Il importe plus que jamais que nous marchions en plein accord ».* Meurtri et fortement blessé d'avoir ainsi été doublé par Laloux, il confie le 31 mars : *« J'écris à Mgr Meignan pour protester contre les innovations du projet Laloux et dégager nettement ma responsabilité d'un projet auquel je suis demeuré complètement étranger. Je supplie l'archevêque de s'opposer à cette dévastation pendant qu'il en est temps encore. »*

À son ami l'abbé Verger, il confie le 12 avril 1886 son aigreur en constatant que Laloux a écarté ses choix architecturaux : « *Laloux, depuis le 1^{er} janvier, a remanié tous ses projets, sans m'en parler, et avec tous ses empilements (demandés peut-être par Mgr lui-même) il a réussi à faire, non une basilique latine du V^e siècle, comme il était convenu, mais une basilique romano-byzantine de l'aspect du XII^e siècle. De plus, il a imaginé d'enclaver sur une épaisseur de 1,80 mètre tout le massif bétonné du XIII^e siècle, de faire table rase autour du tombeau de manière à supprimer cette petite abside qui est un précieux témoin de l'emplacement et à descendre même à 0,80 mètre au-dessus de la base du tombeau auquel on montera par 5 ou 6 marches. Je me suis empressé d'écrire, et à Laloux pour protester contre de pareils bouleversements, et à Mgr pour décliner toute responsabilité dans ces mutilations désastreuses. Depuis dix jours, Mgr ne m'a pas encore répondu* »²⁹

À l'égard des ultramontains qui militent en faveur d'une reconstruction d'une grande basilique sur ses bases anciennes, le jugement de Mgr Chevalier n'est guère complaisant ; il est même blessant et moqueur. Les projets du « triumvirat » constitué par le docteur de La Tremblaye, le comte Pèdre Moisant, l'ingénieur des chemins de fer Stanislas Ratel sont l'objet de ses railleries. Il évoque les chimères de « la coterie Ratel », un Ratel qu'il qualifie de « *général de division et [qui] commande le département comme représentant de L'Univers. Ce niais de marquis de Beaumont obéit à la consigne, sans comprendre* »³⁰.

Dans le conflit qui éclate entre l'archevêque et les ultramontains de la Commission de Saint-Martin pour l'utilisation des fonds destinés à la reconstruction et à l'achat des terrains et des maisons, le rôle du clerc national a été déterminant. C'est lui qui rédige le célèbre *Mémoire historico-juridique* présenté devant la commission romaine pour défendre les droits de Mgr Meignan. « *Sur l'invitation de Mgr Meignan, écrit-il le 23 mai 1885, je viens de faire imprimer chez Mazereau, en une brochure in-4° de 59 pages, le Mémoire historico-juridique sur l'œuvre de Saint-Martin que je lui avais expédié le 11 décembre... Pour que les bureaux de l'archevêché ne se doutent de rien, j'en fais adresser par Mazereau quinze exemplaires, avec deux plans de Laloux,*

29. Lettre à l'abbé Verger, Rome, 12 avril 1886 (Archives diocésaines de Tours).

30. Lettre à l'abbé Verger, Rome, 3 janvier 1885 (Archives diocésaines de Tours).

à Mgr Schiaffino, secrétaire de la commission romaine de Saint-Martin et un exemplaire aux cardinaux Nina et Czacki et à Mgr Mourey. »³¹

Tout au long de l'affaire de la basilique, les hésitations de Mgr Meignan l'inquiètent. Sans doute a-t-on, jusqu'à présent, trop rapidement accordé à l'archevêque la responsabilité du projet de petite basilique, de ce « chalet républicain » comme la nomment ses détracteurs. Tout invite, au contraire, à souligner l'extrême prudence du prélat, désireux de ne pas froisser la Cour de Rome (où les partisans du grand projet sont nombreux) au moment où il nourrit des espoirs pour la pourpre cardinalice. Les incidents nés autour de l'abbé Bosseboeuf, auteur de l'opuscule *Le Syllabus sans parti pris* déferé à l'Index et auquel Mgr Meignan a accordé à tout le moins légèrement son imprimatur n'ont fait que l'inciter à la prudence³². D'autant plus que, selon ses informateurs, Mgr Chevalier constate, le 19 octobre 1885, que : « *l'archevêque de Tours est en baisse à Paris à cause de sa faiblesse avec les laïques dans l'affaire de Saint-Martin et on ne songe pas à lui pour Paris* ». La prudence s'impose donc, et l'avertissement lancé le 9 octobre 1884 par Mgr Meignan devant l'opposition des intransigeants du triumvirat³³, encouragée par *L'Univers* et *Le Journal d'Indre-et-Loire* revêt toute sa signification : « *Ces gens là sont dangereux, me dit-il, ils ont un journal à leur disposition, ils peuvent me faire une guerre acharnée et d'ailleurs ils tiennent la bourse. Il faut leur faire une concession pour obtenir les deniers. Venez voir le plan proposé et le discuter avec M. Ratel* ». Dans une lettre confidentielle à l'abbé Verger, le 19 février 1885, il confiait déjà sans détours la déception que lui provoquent les tergiversations de Mgr Meignan : « *Mgr a le sentiment critique très développé, trop développé même, car cela touche au scepticisme. Pour emprunter aux tribunaux une claire comparaison, il a la critique du ministère*

31. Mgr Mourey (1831-1915), ami de Lacordaire dont il fut l'exécuteur testamentaire, fut d'abord dominicain puis l'auditeur de la Rote pour la France, un des tribunaux ecclésiastiques. Mgr Chevalier usa de son influence pour le faire nommer évêque de Fréjus ; le projet échoua devant l'opposition du pape.

32. Dans sa lettre du 7 février 1887 à l'abbé Archambault, Mgr Casimir Chevalier évoque directement l'affaire : « *L'Index a publié un nouveau décret au sujet des ouvrages sur le Syllabus, disant que Auctor laudabiliter se subiecit. Voilà donc une affaire terminée, sauf le renforcement du chapeau. Mais la négociation indiquée plus haut montre que ledit chapeau pourrait être retapé.* » (Archives diocésaines de Tours).

33. Ainsi désignait-on le groupe le plus actif des opposants au projet de petite basilique : le docteur de la Tremblaye, le comte romain Pèdre Moisant et l'ingénieur des chemins de fer Stanislas Ratel.

*public qui fait des réquisitions, il n'a pas la critique du juge qui prononce entre l'accusation et la défense. Il voit trop les points de doute, il ne voit pas assez les points de solution. Alors il va de l'un à l'autre, il interroge tout le monde, se défie de tout le monde, s'arrête tour à tour à des avis diamétralement opposés, toujours douteux, et il arrive ce que vous voyez. Pas de plan, pas de ligne de conduite, une série d'incohérences. Avec cela, beaucoup de nonchalance dans le caractère, de l'horreur pour l'action nette et décisive... J'ai en vain essayé de réagir contre cette apathie, je n'ai rien pu obtenir, il faut y renoncer.»³⁴ Il est encore plus explicite dans ses *Souvenirs de Rome* le 17 janvier 1885 quand Père Moisant annonce son refus de vendre sa maison sur laquelle la basilique doit être édifiée : « Vraiment, ce bon archevêque est d'une faiblesse étrange : il penche à droite, il incline à gauche, il louvoie, il se laisse jouer par les Ratel et les Moisant et au fond il compromet gravement la cause de Saint-Martin. Laloux lui a écrit pour le mettre en garde contre son entourage et il se propose de lui répéter les paroles imprudentes prononcées à l'archevêché pour lui montrer à quel point il est trahi. »*

Pour ce polymathe tourangeau, ce chercheur infatigable, ce diplomate à la plume parfois acérée, le travail intellectuel semble avoir constitué une réponse à bien des déceptions, celles qui naissent d'un manque de reconnaissance amèrement ressenti. Ses confidences livrées à l'abbé Verger sonnent comme une conclusion : « J'ai bien travaillé vingt ans sans recevoir un mot, un signe d'encouragement ; je travaillerai de même le peu d'années qui me restent encore. À mon âge de vétéran, un encouragement commence à devenir ridicule. Voyez-vous d'ici mon administration découvrant enfin l'existence de l'abbé Chevalier !!! J'aime mieux rester complètement inconnu. »³⁵

34. Lettre à l'abbé Verger, Rome, 19 février 1885 (Archives diocésaines de Tours).

35. Lettre à l'abbé Verger, Tours, 6 décembre 1873 (Archives diocésaines de Tours).